

*Logos des cofinanceurs autres que MASA*

Intervention 70.10 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour la préservation de l'équilibre agro-écologique et de la biodiversité de milieux spécifiques en hexagone

**Notice de la mesure « Préservation des milieux humides »**

**AR\_TTTT\_MHU1**

**Territoire « Libellé territoire »**

**Campagne 2023**

Pour toute information complémentaire, et pour réaliser le diagnostic et les formations, vous devez contacter l’opérateur de la mesure :

*Nom et coordonnées de l’opérateur*

# OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise à préserver ou à développer :

* Les surfaces en prairies permanentes,
* Une exploitation agricole extensive et durable des milieux humides,
* Le changement de pratiques d'exploitation intensives en intrants vers des systèmes plus durables,
* La restauration de milieux en déprise,
* La maîtrise des espèces invasives,
* L’entretien des éléments du paysage,
* Le maintien du caractère humide des milieux en évitant le recours à l'assèchement total et définitif.

Les enjeux de cette mesure sont de préserver les milieux humides permettant le développement d'une flore et d'une faune remarquables.

L'intérêt de cette mesure, mobilisée en milieux humides, réside dans son plan de gestion simplifié qui permet une adaptation fine aux enjeux du territoire.

L'aide au maintien de pratique ne s'entend que si le bénéfice environnemental de la pratique est avéré, et doit être ciblée sur les zones où il existe un risque de disparition de la pratique. La mesure s’adresse ainsi aux exploitations d’élevage dont la pratique en zone humide identifiée comme favorable à l'environnement est soumise à un risque avéré d'abandon ou d'intensification.

*Complément facultatif à ajouter par l’opérateur sur la réponse apportée par cette mesure aux enjeux territoriaux.*

# MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l’ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 150 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l’engagement.

Votre engagement sera plafonné à hauteur de 10 000 € / an pour les bénéficiaires individuels (avec application de la transparence GAEC sans limitation du nombre d’associés).

Pour les entités collectives, le plafond est indiqué dans le tableau ci-dessous, selon la tranche de surface admissible et le nombre d’utilisateurs qui déposent une demande d’aide en propre au titre de la PAC (avec application de la transparence GAEC).

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **1-9 utilisateurs** | **10-19 utilisateurs** | **20 - 34 utilisateurs** | **> 35 utilisateurs** |
| **A : < 200 ha** | 10 000 € | 15 000 € | 20 000 € | 25 000 € |
| **B : de 200 à moins de 500 ha** | 15 000 € | 20 000 € | 25 000 € | 30 000 € |
| **C : de 500 à moins de 1000 ha** | 20 000 € | 27 500 € | 35 000 € | 42 500 € |
| **D : >= 1000 ha** | 25 000 € | 35 000 € | 45 000 € | 55 000 € |

Par exemple une entité collective "éligible" qui exploite 600 ha de surfaces admissibles avec 10 utilisateurs en année 1 du contrat, peut prétendre à un plafond de 27 500€/an.

# CRITÈRES D’ÉLIGIBILITÉ

Les critères d’éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s’il s’agit du non-respect d’un critère d’éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s’il s’agit d’un critère d’éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

## Critères d’éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires suivants sont éligibles à la mesure :

* Les agriculteurs actifs tels que définis conformément à l’article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d’enseignement et de recherche agricoles lorsqu’ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs ;

* Les personnes morales mettant à disposition d’exploitants des terres de manière indivise ;
* Les entités collectives.

Est qualifiée de « collective » toute utilisation de surface à plusieurs éleveurs, que les animaux soient ou non regroupés en un troupeau commun. Dans ces conditions, les groupements pastoraux sont éligibles ainsi que toutes les formes d’entités collectives juridiquement constituées et dotées de la personnalité morale dès lors qu’elles gèrent en responsabilité directe des surfaces dont elles sont propriétaires ou locataires et qu’elles en organisent l’utilisation collective notamment par les troupeaux de leurs membres ou ayants droit.

Les GAEC sont éligibles avec application du principe de transparence.

## Critères d’éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les surfaces éligibles à cette mesure sont les **prairies et pâturages permanents** localisés en zones humides. Se référer au point 7.2 de la notice.

# CRITÈRES D’ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l’accès à la mesure en première année d’engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l’exploitation n’est pas engagée dans la mesure.

Les critères d’entrée pour cette mesure sont les suivants :

* Pour chaque parcelle, avoir au moins une partie de la surface présente dans le PAEC ;
* Réaliser un diagnostic agro-écologique de l’exploitation. Le diagnostic de l’exploitation doit être transmis à la DDT au plus tard au 15 septembre de la première année d’engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
* Faire établir un plan de gestion sur la base du diagnostic d’exploitation. Le plan de gestion doit être transmis à la DDT au plus tard au 15 septembre de la première année d’engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
* Respecter un taux de chargement minimal moyen annuel de Y UGB/ha *[0,05 ≤ Y ≤ 0,2]* sur les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation. Les modalités de calcul du taux de chargement sont définies au point 7.3.

# CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d’aide des demandeurs éligibles (c’est-à-dire respectant tous les critères d’entrée et les critères d’éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC).

Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

# CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l’ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c’est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l’année d’engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d’une obligation, des sanctions peuvent s’appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l’anomalie.

Les documents relatifs à la demande d’engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l’engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l’exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

| **Obligations du cahier des charges** | **Période d’application** | **Modalités de contrôle** | **Caractérisation de l’anomalie et calcul de la sanction[[1]](#footnote-1)** |
| --- | --- | --- | --- |
| Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1. | **Avant le 15 mai 2025** | **Contrôle sur place**Vérification de l’attestation de formation | Anomalie réversible, dossier, totale, d’importance égale à 0,06. |
| Mettre en œuvre le plan de gestion. | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques et contrôle visuel | Anomalie réversible, dossier, totale, d’importance égale à 1. |
| Respecter un taux de chargement maximal moyen annuel à la parcelle de X UGB/ha *[X ≤ 1,4]*. Se référer au point 7.3. | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du registre d’élevage et comptage des animaux | Anomalie réversible, localisée, à seuils (par tranche de 15 %), d’importance égale à 0,6. |
| Respecter un taux de chargement minimal moyen annuel de Y UGB/ha *[0,05 ≤ Y ≤ 0,2]* sur les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation. Se référer au point 7.3. | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle administratif**Sur la base des éléments du dossier PAC | Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 15 %), d’importance égale à 0,5. |
| Respecter un taux de chargement maximal instantané de Z UGB/ha à la parcelle, en période hivernale allant du xx/xx au xx/xx, sur les parcelles engagées. Se référer au point 7.3. | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du registre d’élevage et comptage des animaux | Anomalie réversible, localisée, à seuils (par tranche de 15 %), d’importance égale à 0,6. |
| Ne pas détruire le couvert sur les surfaces engagées.*Préciser si un renouvellement par travail superficiel du sol est autorisé au cours de l'engagement.* | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques et contrôle visuel | Anomalie définitive, localisée, totale, d’importance égale à 1. |
| Respecter les pratiques de fertilisation azotée : *choisir l’une des obligations ci-après* « limitation de la fertilisation azotée à W kg d’azote par ha au cours des 5 ans (hors apports par pâturage). Se référer au point 7.4. » *ou* « absence totale d’apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (hors apports par pâturage) ». | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques et contrôle visuel | Anomalie réversible, localisée, à seuils (*si limitation de la fertilisation azotée retenue, préciser : «* par tranche de 15 % *» ; si absence totale retenue, préciser : «* par tranche de 5 UN/ha *»*), d’importance égale à 1. |
| *Choisir l’une des obligations ou la combinaison des deux obligations ci-après : «* Respecter la limitation de fertilisation P à V kg P par ha et par an et de fertilisation K à V’ kg K par ha et par an, chaque année au cours des 5 ans. Se référer au point 7.5. *» ; «*Respecter l’absence d'apports magnésiens et de chaux. *».* | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques et contrôle visuel | Anomalie réversible, localisée, totale, d’importance égale à 0,2. |
| Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées. | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques et contrôle visuel | Anomalie réversible, localisée, totale, d’importance égale à 1. |
| Enregistrer les interventions sur toutes les parcelles engagées :* Identification des surfaces, conformément aux informations du registre parcellaire graphique (RPG) et du descriptif des parcelles ;
* Modalités d’utilisation des parcelles (dates d’entrée et de sortie des animaux, nombre d’animaux et UGB correspondantes, dates de fauche, …) ;
* Modalités d’entretien des éléments (matériel utilisé, dates d’interventions, durée d’intervention) ;
* Fertilisation des surfaces (dates, produits, quantités) ;
* Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités).

**ATTENTION :** Le cahier d’enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l’absence ou la non-tenue de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d’anomalies et le cas échéant par l’application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées. | **Sur toute la durée du contrat** | **Contrôle sur place**Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques | Anomalie réversible, dossier, totale, d’importance égale à 0,05. |

# PRÉCISIONS

## Formation

Les formations proposées par l’opérateur et validées par la DRAAF dans le tableau des formations présent sur le site Internet de la DRAAF permettent de respecter l’obligation pour la mesure AR\_TTTT\_MHU1.

*Lien vers site DRAAF*

## Définition des prairies et pâturages permanents

**Les surfaces en prairies et pâturages permanents** correspondent aux surfaces de la catégorie 1.6 de la notice télépac « Liste des cultures et précisions », rendues admissibles par l’application d’un prorata fonction de la densité en éléments naturels non admissibles de moins de 10 ares, conformément aux règles du 1er pilier.

## Calcul des taux de chargement

Selon les exigences de la mesure, on distingue 3 modalités de calcul différentes :

* Le **taux de chargement moyen annuel sur la surface en herbe** **à l’échelle de l’exploitation** qui est le rapport entre (i) le nombre d’UGB d’animaux herbivores de l’exploitation et (ii) la surface en herbe de l’exploitation ;
* Le **taux de chargement moyen annuel à la parcelle** qui est le rapport entre (i) le nombre d’UGB d’animaux herbivores pâturant sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par 365 jours ;
* Le **taux de chargement instantané à la parcelle** qui est le rapport entre (i) le nombre d’UGB d’animaux herbivores pâturant sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

**La surface en herbe** prise en compte ici correspond aux prairies et pâturages permanents de l’exploitation. Se référer au point 7.2.

Les taux de conversion des différentes catégories d’animaux en UGB et les périodes de référence retenues pour le calcul du nombre d’animaux sont définis dans le tableau ci-après :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catégorie | Taux de conversion en UGB | Période de référence |
| Bovins de plus de 2 ans | 1 | Moyenne sur les 12 mois précédant la date limite de dépôt des dossiers PAC.Pour un nouvel éleveur bovin, il est possible de s'appuyer sur le nombre instantané des UGB présentes sur l’exploitation à la date limite de dépôt de la demande d'aides de la campagne considérée. |
| Bovins entre 6 mois et 2 ans | 0,6 |
| Bovins de moins de 6 mois | 0,4 |
| Équidés de plus de 6 mois | 1 | 30 jours consécutifs incluant le 31 mars de l’année n.Le critère d’âge est vérifié au plus tard le 1er jour des 30 jours incluant le 31 mars pendant lesquels les animaux sont présents sur l'exploitation.Pour les nouveaux installés après le 31 mars, les effectifs déclarés sont ceux qui sont présents à la date limite de dépôt de la demande d'aides de la campagne considérée. |
| Ovins et caprins de plus de 1 an et femelles de moins de 1 an ayant mis bas | 0,15 |
| Ovins et caprins de moins de 1 an | 0 |
| Lamas de plus de 2 ans | 0,45 |
| Alpagas de plus de 2 ans | 0,3 |
| Cerfs et biches de plus de 2 ans | 0,33 |
| Daims et daines de plus de 2 ans | 0,17 |

## Calcul des apports azotés *(à inclure si limitation de la fertilisation azotée retenue pour la mesure)*

Le calcul de la fertilisation azotée se fait sur chaque parcelle engagée et ne prend pas en compte les restitutions au pâturage.

Pour un dossier engagé en 2023, la première vérification concernera la campagne culturale 2023-2024, sur la base des enregistrements des pratiques de fertilisation des surfaces pendant la période commençant après la récolte du précédent en été 2023 (année n-1) et finissant à la récolte de l’été 2024 (année n).

Apports minéraux (kg N/ha) =

Quantité apportée en kg de fertilisant x teneur en N [[2]](#footnote-2) / surface en ha

La teneur en N de l’engrais est en général précisée dans son intitulé. Quand ce n'est pas le cas (si l'engrais est mentionné sous un nom commercial par exemple), la facture ou l'étiquette du produit doivent être utilisées pour déterminer la teneur en N.

Apports azotés organiques (kg N efficace / ha) =

Quantité apportée en kg de fertilisant x valeur fertilisante N apport organique / surface en ha

Avec « valeur fertilisante N apport organique » = Teneur en N total du produit x KeqN (coefficient d'équivalence engrais N minéral efficace)

La valeur fertilisante de l’apport organique tient compte de la teneur en azote total du produit et du coefficient d’équivalence engrais N minéral efficace (KeqN).

Les teneurs en azote total des apports organiques peuvent être déterminées à partir des factures de produits ou des analyses des produits résiduaires organiques utilisés.

Les valeurs de KeqN sont celles fixées dans l’arrêté établissant le référentiel régional de mise en de l’équilibre de la fertilisation azotée (arrêté « GREN »[[3]](#footnote-3)), que l’exploitation soit située dans une zone vulnérable ou non.

Fertilisation azotée totale (kg N /ha) = apports azotés minéraux + apports azotés organiques

## Calcul des apports P et K *(à inclure si limitation de la fertilisation P et K retenue pour la mesure)*

Le calcul de la fertilisation se fait sur chaque parcelle engagée et par campagne culturale.

Apports minéraux (kg P /ha ou kg K /ha) =

Quantité apportée en kg de fertilisant x teneur en P ou K [[4]](#footnote-4) / surface en ha

Les teneurs en P et K des apports minéraux sont en général précisées dans leurs intitulés. Quand ce n'est pas le cas (si l'engrais est mentionné sous un nom commercial par exemple), la facture ou l'étiquette du produit doivent être utilisées pour déterminer la composition de l'engrais en P et K.

Apports P organiques (kg P efficace /ha) =

Quantité apportée en kg de fertilisant x valeur fertilisante P apport organique /surface en ha

Avec « valeur fertilisante P apport organique » = Teneur en P total du produit x KeqP (coefficient d'équivalence engrais P minéral efficace)

Apports K organiques (kg K efficace /ha) =

Quantité apportée en kg de fertilisant x valeur fertilisante K apport organique /surface en ha

Avec « valeur fertilisante K apport organique » = Teneur en K total du produit x KeqK (coefficient d'équivalence engrais K minéral efficace)

Les teneurs en P et K des apports organiques peuvent être déterminées à partir des factures de produits ou des analyses des produits résiduaires organiques. Les valeurs de KeqP et KeqK sont égales à 1 pour tout type de produit.

Fertilisation P totale (kg P /ha) = apports P minéraux + apports P organiques

De même,

Fertilisation K totale (kg K /ha) = apports K minéraux + apports K organiques

## Lien avec la conditionnalité et l’écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l’ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l’écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l’écorégime.

1. Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d’information sur le fonctionnement du régime de sanction. [↑](#footnote-ref-1)
2. La teneur en N des engrais est le plus souvent exprimée en pourcentage, ce qui signifie qu’un engrais dosé à 60 % de N apporte 60 kg de N pour 100 kg d’engrais. [↑](#footnote-ref-2)
3. Lien vers l’arrêté GREN : <https://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/mesure-3-equilibre-de-la-fertilisation-depuis-le-1er-septembre-2014-a591.html> ; l'annexe 19 (des annexes publiées en 2018) correspond aux KéqN. [↑](#footnote-ref-3)
4. La teneur en P ou K des engrais est le plus souvent exprimée en pourcentage, ce qui signifie qu’un engrais dosé à 60 % de P apporte 60 kg de P pour 100 kg d’engrais. [↑](#footnote-ref-4)